

**L'ÉDITO**

par Philippe MARTIN

# L'Italie, au bord du vide

**Que l'Italie soit ingouvernable, ce n'est pas vraiment neuf. Le constat remonte à près de quatre décennies. Mais le scénario qui se joue en ce moment propulse le pays dans une situation qui défie les lois de l'imagination politique. Et qui ouvre des abysses de questions sur la suite.**

Un président qui refuse le nom de celui qui est pressenti pour devenir ministre des Finances, un Premier ministre virtuel qui jette l'éponge, deux partis populistes et/ou nationalistes contraints de gouverner ensemble... Et, au bout du compte, le chef de l'État qui charge un ancien responsable du Fonds monétaire international de former un gouvernement « technique ». Pour combien de temps ? Quelques mois, tout au plus, le temps de voter le budget 2019 et d'organiser des élections au début de l'année prochaine. Si tout va bien et que Carlo Cottarelli obtient la confiance du Parlement. Sinon, les élections auront lieu plus tôt, dès la fin de l'été.

Ambiance, donc, à Rome. Avec les deux principaux partis sortis du dernier scrutin de mars dernier qui ne décolèrent pas et dénoncent la trahison de Sergio Mattarella, le président de la République.

En réalité, c'est du pain bénit

pour le Mouvement 5 Étoiles et la Ligue, tout aussi anti-système et eurosceptiques l'un que l'autre, qui se font un plaisir de critiquer la nomination d'un Premier ministre issu de la bureaucratie internationale et surnommé « M. Ciseaux » pour son austérité budgétaire. Deux partis qui reviendront sans doute, encore renforcés, à l'issue des prochaines élections...

L'impasse, donc, dans toute son ampleur. Car les questions, à ce stade, ne portent pas seulement sur les suites de ce scénario catastrophe, pour la Botte, au cours des prochaines semaines. Celles-là sont déjà connues. À plus long terme, par exemple, il est permis de s'interroger sur la capacité du président italien à faire barrage aux courants europhobes qui s'expriment de plus en plus librement à Rome. Et de se demander combien de temps l'Italie restera dans l'Union européenne. De même, si elle conservera l'euro, cette monnaie perçue comme un outil de lobbies financiers hostiles à la Péninsule. Avec des centaines d'autres questions sur les grands équilibres économiques, budgétaires et politiques qui en découleront.